

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°22 - VENDREDI 23 JANVIER 2009

LE MERLE MOQUEUR

Ouf. La fièvre est en train de retomber à l'Assemblée nationale. Après ces images terribles, presque insoutenables où nous vîmes les députés socialistes entonner (faux) la Marseillaise avant de désertir comme un(e) seul(e) homme/femme l'hémicycle, il semblerait que la droite et la gauche aient encore une fois réussi à s'entendre. Le parlementarisme, ouf, est sauvé. Saluons une nouvelle fois l'équanimité des socialistes et la capacité de notre représentation nationale à savoir désamorcer les crises, sitôt qu'elles ne sont pas économiques. ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ [Un autre horizon est possible, ici et maintenant](#)

→ [Communisme ? Organisation ? Fédération ?](#)

→ [«Fédération» - «Parti» - «Force» - «Politique»](#)

→ [Une stratégie de la violence et de la peur](#)

→ [France terre d'accueil ?](#)

«Let my people go»

Mardi 20 janvier un homme jeune, noir, brillant est devenu président des Etats-Unis. Son élection a suscité un immense mouvement de joie sur toute la planète. Cela faisait bien longtemps que le monde n'avait pas connu une telle espérance. Depuis quand ? La seule comparaison qui me vienne est celle des années Gorbachev avec ses promesses de fin de guerre froide, de remise en cause d'un régime de mensonge, de liberté enfin.

Il sera temps de chroniquer les ratés de ce président, les déceptions qui viendront, les promesses non tenues, les trahisons peut-être. Mais aujourd'hui retenons quelques idées de cet engouement et des premiers messages envoyés par Barack Hussein Obama.

● Un homme noir dirige l'Amérique. Les femmes savent que l'élection de l'une d'elles ne fait pas l'égalité de toutes. Mais qui nierait que le mouvement d'égalité entre les sexes s'est aussi nourri du succès de pionnières ? Un des préjugés parmi les plus anciens, les plus archaïques et les plus ancrés est aujourd'hui écorné : celui de l'infériorité de l'homme noir. C'est déjà beaucoup. Obama ne s'est pas fait élire en s'excusant d'être noir mais en rappelant le poids de l'esclavage et celui des discriminations actuelles (1). Ce courage politique a convaincu.

● Barack Obama prononce le jour de son investiture un discours qui rappelle une évidence : on ne peut pas transiger avec le respect de la démocratie et du droit au nom de la défense de la démocratie et de ses valeurs. Depuis 2001, partout dans le monde occidental – en France aussi, dès cette époque – des lois d'exception ont gravement remis en cause les libertés publiques et individuelles au nom de la lutte contre le terrorisme. On a même vu renaître la justification de la torture, nous affligeant de honte. Obama dit non à cela et décide la fermeture de Guantanamo. Il affirme aussi que les Etats-Unis ne peuvent plus se placer au dessus du droit international et respectera la convention de Genève. C'est essentiel. Saurons-nous en tirer parti dans nos engagements contre les atteintes aux libertés ? Nicolas Sarkozy et MAM bénéficient de l'onction implicite de George W. Bush. Ils sont aujourd'hui disqualifiés par le cœur du monde occidental.

● Le rêve américain est de retour. On discutera longtemps de ce rêve et de son contenu. Mais il est faux de dire qu'il se définit seulement par un rêve d'enrichissement personnel et l'individualisme : Nicolas Sarkozy et ses bling-bling ne font pas rêver. Le changement est au fondement de l'idéal américain. «Yes, we can» est une déclinaison politique de ce rêve d'un autre possible pour soi-même. Obama a gagné et fait vibrer les foules en sachant réinvestir ce rêve. Un marxiste toujours jeune, Ernst Bloch, avait raison de dire que «*Le Principe Espérance*» (2) est le carburant de la vie et de l'action. On l'oublie quand nous nous enfermons dans le rôle d'oiseaux de malheur... Si le rêve américain ne nous satisfait pas, il faut en inventer un autre mais ne pas renoncer à rêver.

● Nos sociétés traversent une période de profonde dépression. Plus rien depuis si longtemps ne suscite l'espoir. Alors, pour cette fois, retenons et partageons cette espérance. ● **CATHERINE TRICOT**

(1) Cf. Cerises du 19 septembre 2008, N°8, chronique du discours d'Obama «*Sur la race*».

(2) Ernst Bloch *Le Principe Espérance* Ed. Gallimard

Duo PCF-PG cherchant des ralliements ou coélaboration de contenus et de listes unitaires avec la participation de toutes les sensibilités du Non de gauche au TCE ? En l'absence de cadre commun en vue du scrutin de juin 2009, la question reste « ouverte ».

● **Dossier réalisé par Gilles Alfonsi et Pierre Jacquemain**

La maladie infantile de la gauche de gauche – la division – rendra-t-elle gorge dans les prochaines semaines, au bénéfice d'une dynamique populaire et citoyenne pour contester l'Europe libérale et pour disputer la domination du social-libéralisme – et de l'écolo-libéralisme – sur la gauche ? Compréhension croissante que l'enjeu européen constitue une des clefs pour construire une alternative politique, mobilisations sociales en cours dans de nombreux secteurs, déclarations convergentes des partenaires potentiels, acquis en termes de contenus*, succès de l'appel pour une autre Europe (politix.fr)... les ingrédients pour une mayonnaise réussie sont sur la table. Mais des ingrédients ne font pas un plat et les convives ne font pas encore table commune.

Mercredi 21 janvier, Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon ont lancé, seuls pour le moment, un « Front de gauche pour changer d'Europe », en prévoyant de rencontrer ensemble les forces qui pourraient l'intégrer (citant le NPA, le MRC et les Alternatifs), tout en mettant en place entre eux deux un travail sur les contenus et en annonçant la tenue de premiers meetings (ce que *l'Humanité* appelle « ne pas rester les deux pieds dans le même sabot »). Ils envisagent la mise en place d'un comité de liaison « courant février », avec les partenaires qui le souhaiteront.

L'enjeu majeur : la dynamique citoyenne

Condition de fond à l'enclenchement d'une dynamique : l'analyse de la situation politique générale, la conscience de la crise de la représentation politique, qui appelle à une action politique beaucoup plus par-

ticipative qu'auparavant. Cela suppose une certaine modestie des partis, qui n'a rien à voir avec la négation de leur utilité et du rôle nouveau qu'il pourrait jouer. Il se trouve simplement que les citoyens se reconnaissent de moins en moins dans le monopole de la représentation politique par les partis : est-ce un problème qui se résoudra par une réflexion théorique ultérieure ou faut-il le prendre à bras le corps dès à présent, puisqu'il est au cœur des enjeux démocratiques contemporains ? Le constat que les rassemblements à

Pour le moment, le PCF et le PG ont décidé seuls de lancer un « Front de gauche pour changer d'Europe ».

construire ne peuvent plus être sur le modèle que l'on a connu tout au long du 20^{ème} siècle, est décisif : c'est à partir de là qu'on cherchera à ne pas se contenter d'élaborer des programmes communs de sommets entre représentants des seuls partis et qu'on tentera de développer des modes d'implication plus larges, pluralistes et ancrés sur le terrain. Ajoutons que jouer comme au XX^e siècle à l'avant-garde éclairée témoigne d'une certaine bévue historique, même si elle peut être un temps masquée par la percée d'une figure médiatique. Tout cela, le PCF l'a d'une certaine manière en partie assumé, en positif, lorsqu'en 2004 à l'occasion des régionales (en Ile-de-France) et des européennes (dans plusieurs régions), il a joué la dynamique de la gauche populaire et citoyenne. Et ce fut le cas aussi en 2005, avec l'extraordinaire campagne du non de gauche au TCE, dont ceux qui sont aujourd'hui en lice pour tenter l'évène-

ment en juin prochain sont en grande partie les mêmes. Mais le défi est d'une autre ampleur aujourd'hui. Sans oublier qu'il y a eu depuis l'échec de la candidature unitaire à la présidentielle de 2007. Le problème est de considérer non seulement que la politique n'est pas la seule affaire des partis, mais que les dynamiques politiques d'ampleur ne peuvent désormais se construire sans que les forces et les citoyens investissent conjointement les enjeux, en lien avec les luttes sociales et des éléments d'alternative politique. Il y a donc clairement pour le PG (naissant) et pour le PCF (en crise existentielle) un enjeu de cohérence entre l'ambition qu'ils manifestent – être en tête de la gauche en juin prochain ! – et le scénario en train de se dessiner, dont le souffle est bien incertain.

Un cadre unitaire maintenant

C'est alors que vient une condition essentielle, de méthode si l'on veut : la création d'un cadre commun, unitaire, de co-élaboration de la campagne électorale, avec tous ceux qui le souhaiteront. Les Communistes unitaires, les Alternatifs et la Coordination nationale des collectifs unitaires (CNCU) militent depuis plusieurs semaines pour qu'un tel espace, le plus large possible, voit le jour. Les premiers ont d'ailleurs eu l'occasion d'exprimer ce besoin lors d'une rencontre avec le Parti de gauche, ainsi que lors d'échanges avec des responsables du PCF. Les uns et les autres s'y déclarent favorables...

ensemble» aux Européennes

Pour le moment, on voit le PCF et le PG construire leur alliance et se tourner ensemble vers d'autres partenaires possibles. On sent bien une sorte de socle se constituer, mais on ne voit pas de lieu où, tous les partenaires possibles se retrouveraient, à égalité, pour construire. Quant au NPA, même si un débat intense est en cours en son sein – qui devrait occuper une partie du congrès fondateur de début février – les responsables historiques de la LCR semblent toujours tentés de le voir se présenter seul en juin prochain, pour l'installer durablement dans le paysage politique (tout en ringardisant et en escomptant dépasser le PCF). Dans un tel scénario,

L'enclenchement d'une dynamique commune suppose la création d'un cadre unitaire. En juin, il sera trop tard.

la dispersion des voix de la gauche de gauche – autour de 18% dans certains sondages – conduira au mieux à l'élection d'une poignée de députés européens alors qu'ils pourraient être une quinzaine (sur 74 élus).

Et la composition des listes ?

Question non préliminaire mais question qu'il n'y a pas lieu d'ignorer, la réflexion sur la composition des listes reste pour le moment confinée aux états majors des partis, qui y travaillent concrètement. Du côté du PCF et du PG, deux têtes de listes sont envisagées pour le PG, trois pour le PCF et deux autres pourraient être réservées à la société civile, en accompagnant cette répartition d'un panachage plus large des

deux suivants de chacune des listes des sept régions de la France métropolitaine. On sait enfin que se pose un problème sérieux concernant la tête de liste en Ile-de-France, Francis Wurtz ayant décidé de ne pas se représenter. Le PCF, qui a conditionné toute convergence unitaire à la présence de têtes de liste issues de ses rangs dans les deux grandes régions où il a un sortant, a en effet fort peu de candidats rassemblant les conditions d'une candidature susceptible de faire événement : capacité à rassembler largement, compétence et opérationnalité sur le fond des dossiers, surface médiatique...

Voilà que bientôt, sur tous ces aspects, le temps pressera. ● G. A.

* Lire la synthèse réalisée par Roger Martelli, «*Les bases d'une autre Europe*», accessible sur politix.fr et regards.fr

LES INTERVIEWS DE CERISES ...

IAN BROSSAT, PRÉSIDENT DU GROUPE COMMUNISTE AU CONSEIL DE PARIS, CHARGÉ POUR LA FÉDÉRATION PCF-ILE-DE-FRANCE DES ÉLECTIONS ET DE LA CAMPAGNE EUROPÉENNE.

L'appel pour un front de gauche initié par le PCF visant le rassemblement aux européennes de la gauche critique n'est-il pas sur le point de se réduire à un seul tête-à-tête PC-PG ? Le Parti communiste a pris l'initiative d'appeler à la constitution d'un front de gauche aux élections européennes. Le Parti de gauche a répondu positivement à cette proposition. C'est déjà une très bonne chose. Pour autant, il ne s'agit en aucun cas de fermer la porte à qui que ce soit. On ne sera jamais trop nombreux à défendre une Europe sociale, débarrassée du carcan libéral. A Paris, nous avons décidé de nous adresser à tout l'arc de forces qui a permis la victoire du « Non » le 29 mai 2005. Et nous nous battons pour que ce rassemblement soit le plus large possible.

Pourquoi le PCF ne s'est-il pas engagé dans l'appel pour une autre Europe lancé par Politis ? Il y a, en ce moment, une multitude d'appels pour une autre Europe. Il y a l'appel lancé par le Parti communiste, celui par Politis... On ne va pas se battre pour savoir qui a dégainé le premier. L'enjeu, c'est de faire événement aux élections européennes, de rééditer l'exploit que nous avons réalisé lors du référendum. Je suis convaincu que c'est possible. Pour cela, il n'y a pas d'autre chemin que la constitution d'un front large, qui réunisse à la fois des forces politiques et un grand nombre d'acteurs du mouvement social et associatif qui veulent se donner une perspective politique.

Un accord avec le NPA aux élections européennes est-il d'un part souhaitable, d'autre part encore possible ? Nous voulons le rassemblement. C'est bien le sens de l'ap-

pel lancé par le PCF. A chacun de dire maintenant s'il veut travailler dans cette voie ou non. Or quand j'écoute les responsables du NPA, j'ai surtout l'impression qu'ils minimisent considérablement l'enjeu de ces élections. Pour autant, je pense qu'il faut s'adresser à eux et que rien n'est joué.

Au delà de la question du « front », n'y a-t-il pas nécessité de mettre en place un cadre pérenne de discussion et de réflexion avec l'ensemble des sensibilités de la gauche de transformation sociale et écologique pour in fine faire force commune ? Je suis convaincu qu'il y a, dans notre pays, des millions de salariés, de jeunes qui, pour l'essentiel, partagent les mêmes idées et désespèrent de voir la gauche de transformation sociale à ce point divisée. Nous n'avons pas rêvé les dizaines de milliers de gens qui se sont mobilisés lors du référendum en 2005. Il nous faut donc trouver les chemins d'un travail commun. Et le Parti communiste – qui, de mon point de vue doit continuer à apporter son originalité, ses idées, sa culture militante – peut contribuer à un tel rassemblement. C'est justement ce que nous voulons faire aux européennes !

JEAN-JACQUES BOISLAROUSSIE,

ANIMATEUR DES ALTERNATIFS

Jean-Luc Mélenchon affirme dans une dépêche AFP, à propos d'un possible accord PC-PG aux européennes, que les « Alternatifs ont donné une réponse plutôt positive, sous conditions ». Confirmez-vous cette information ? Quelles seraient ces conditions ? La rencontre avec le Parti de gauche a été chaleureuse, car nous partageons une vraie volonté unitaire. Nous avons fait part de l'orientation des Alternatifs : rassembler dans une même ●●●

LES INTERVIEWS DE CERISES ...

●●● démarche et sur des listes communales, toutes les organisations et courants ayant contribué au succès du Non de gauche, opposés au Traité de Lisbonne et engagés dans les combats sociaux en cours, faire de la campagne un temps fort de mobilisation sociale et politique pour une alternative au niveau européen. Aucun cadre existant, pas plus le NPA que le bloc PCF-PG, ne peut se proclamer seul le noyau d'un front de gauche.

Un rassemblement large aux européennes allant du NPA au PG en passant par le PCF et les écolo-radicaux est-il encore possible? La tâche est difficile, mais aucune organisation de l'écologie et de la gauche de gauche n'aurait à gagner à une marginalisation collective. Plus grave encore serait la marginalisation dans le débat public des positions d'une gauche alternative non-souverainiste. Optimisme de la volonté, donc, que nous partageons avec l'ACU comme avec les protagonistes de l'appel initié par *Politis*.

Un seul et unique vœu pour 2009 ? Convergence, extension, globalisation des mobilisations sociales et politiques, pour passer des résistances et de la prise de conscience, désormais largement partagée, de la crise du système aux perspectives alternatives. ● P. J.

CLÉMENTINE AUTAIN,

MILITANTE FÉMINISTE ET MEMBRE DE LA FÉDÉRATION

Vous venez de vous engager dans une nouvelle structure à la gauche de la gauche, la Fédération pour une alternative sociale et écologique, expliquez-nous. Ce n'est pas un parti politique mais cette fédération vise au rassemblement de toutes les forces de la gauche alternative. Elle plaide pour un front commun large, avec le NPA, le PG, le PCF, les Alternatifs, les collectifs antilibéraux, les alters-écologues... Réussir ce rassemblement permettrait d'ouvrir une perspective politique. Chacun est trop petit aujourd'hui pour peser seul. La Fédération est un espace qui veut donner de l'écho à l'aspiration unitaire.

[...] A l'image de ce qu'ont fait les écologistes... Un peu, même si j'aurais préféré que José Bové (qui a rejoint le rassemblement écologiste) soit avec nous... Le rassemblement des écologues se fait sur la base d'un repli sur les enjeux

environnementaux qui, s'ils sont absolument cruciaux, doivent s'articuler avec un changement radical sur le plan économique, avec une remise en cause de la logique du profit. Les listes d'un front large d'une gauche digne de ce nom pourraient porter ce projet plus global. Sur le fond et stratégiquement, les bases d'un accord existent. En termes de contenu, on sait que les convergences sont infiniment plus importantes que les clivages. Nous avons pu le tester à l'occasion de la campagne contre le traité constitutionnel européen en 2005. Sur la stratégie, on est également sur la même longueur

d'onde car à l'échelle européenne, il n'est absolument pas question de gouverner avec la sociale démocratie, qui travaille avec la droite ! Cela répond à la question du NPA qui interpelle toujours sur les alliances avec le PS. Là, il n'y a pas d'ambiguïté possible. Ce serait donc complètement incompréhensible qu'on ne parvienne pas à un accord. Il en va de notre lisibilité et de notre crédibilité.

Interview extraite du JDD, propos recueillis par **Maud Pierron** (voir l'intégralité de cet échange sur le blog de Clémentine Autain www.clementineautain.org).

ACTE 1

**FÉDÉ-
RONS-
NOUS**

**6 FÉVRIER 2009 DÈS 18H MONTREUIL
PALAIS DES CONGRÈS (M) ROBESPIERRE**

Parmi les premières forces à se rassembler dans la Fédération : l'ADS (alternative, démocratie, socialisme), les AlterEkolo, les Alternatifs, l'ACU (association des communistes unitaires), la CNCU (coordination nationale des collectifs unitaires), Écologie solidaire, le Mai, et des milliers de militant(e)s, de citoyen(ne)s.

HTTP://LAFEDERATION.ORG

Audiovisuel : AU SÉNAT, JACK RALITE EST ROUGE DE RAGE ET APPELLE À LA DÉSŒBÉISSANCE.

«**Le 7 janvier 2009, le Sénat a commencé à débattre** de la nouvelle loi sur l'audiovisuel. Mais nous ne pouvons ignorer dans quelles conditions ce débat a été engagé par l'Elysée. Le 8 janvier 2008, le président de la République fait un coup d'éclat en annonçant la suppression de la publicité à la télévision publique. Le 25 juin 2008, le président de la République fait un coup d'État en se réservant la nomination et la révocation du président de France Télévisions. Le 4 décembre 2008, le président de la République, par l'intermédiaire de la mi-

nistre de la Culture, fait un coup de force en décidant de supprimer par décret la publicité sur la télévision publique. Le 16 décembre 2008, le décret pouvant être censuré, le président de la République, toujours par l'intermédiaire de la ministre de la Culture, fait un coup double en obligeant le président de France Télévisions à décider avec son Conseil d'administration de la suppression de la publicité et en court-circuitant, de ce fait, le Sénat puisque la loi sur l'audiovisuel est appliquée avant que la Haute Assemblée n'en délibère.

Coup après coup, le Président de la République fait cheminer sa volonté farouche de concentrer tous les pouvoirs et se livre, pour cela, à une utilisation méprisante de la télévision à qui il fait faire tous les métiers. Le coup devient la norme, c'est une vraie performance!

J'appelle, du coup, la majorité du Sénat à devenir enfin maître de son travail législatif en désœbissant à Nicolas Sarkozy.»

● **JACK RALITE**, Sénateur communiste de Seine-Saint-Denis

Paru dans *Initiatives* n° 57, janvier 2009

RACHIDA DATI OU LA SUPERWOMAN LIBÉRALE

Peu importe une condition pénitentiaire inhumaine dans des prisons surpeuplées (1), les suicides de 115 prisonniers en 2008 (2), la panne d'électricité de fin décembre dans une prison privatisée (3), peu importe la grâce dont a bénéficié l'ancien préfet du Var, Jean-Charles Marchiani (4), le projet de suppression des juges d'instruction après celle de tribunaux de proximité, le texte sur l'incarcération des mineurs... l'essentiel dans la politique menée depuis deux ans par Rachida Dati passe au second plan, derrière le retour au travail de la Ministre après son accouchement. Et on a beau faire, on a beau dire, la maternité ministérielle a occulté le reste, que ce soit dans les médias ou dans les conversations. Déjà cette photo de Rachida Dati dans *Le Figaro*, retouchée comme aux bons temps de l'Union soviétique pour faire disparaître une coûteuse bague, avait fait jaser. Depuis, dans les dîners, il y a celles et ceux qui voudraient connaître le père de l'enfant, qui trouvent Rachida Dati élégante (mais moins que Carla Bruni), quand d'autres la trouvent vulgaire... Le peuple est l'opium du peuple. Y goûter délasse.

Il y aussi ceux qui, militant pour une autre justice en France, déplorent le «niveau du débat.» Mais celui-ci n'est-il pas tout aussi politique que les autres? Car la question est autant sociale que sociétale. Rachida Dati ne s'est accordé que quatre jours de congés dans un pays où les femmes bénéficient de seize semaines de congés maternité, comme si un accouchement n'était qu'un rendez-vous parmi d'autres dans un agenda chargé. Or comme l'écrit Sandrine Blanchard dans *Le Monde* du 9 janvier 2009, «le congé maternité a été un long combat. Il n'est rémunéré qu'à hauteur de 90% du salaire brut depuis 1970. Et les femmes exerçant une profession libérale et les agricultrices ont du se battre pour obtenir un congé décent.» Replaçant l'histoire individuelle de Rachida Dati dans son contexte social, Maya Surduts, du Collectif National pour les Droits des Femmes, y a vu «une incitation scandaleuse dont les employeurs peuvent se servir pour faire une pression intolérable sur les femmes». Quant à la question du congé paternité, elle est très peu venue dans le débat public.

Mais manifestement, cette question sociale est secondaire aux yeux d'Isabelle Alonso, fondatrice de l'association Les Chiennes de garde, qui dans une tribune intitulée «Mère courage» (*Métro*, 8 janvier 2009) met l'accent sur le fait que «partout dans le monde et depuis toujours les femmes ont accouché ET travaillé. Rachida suit les traces de sa

mère, elle en a le courage et la ténacité. Cependant, l'organisation de la vie politique et des institutions date d'une époque où il y avait d'un côté des gens qui faisaient de la politique, et de l'autre des gens qui mettaient les enfants au monde». Et de poursuivre: «Un véritable esprit d'équipe permet d'assurer les mêmes fonctions en les personnalisant un peu moins... Un peu d'imagination, de bonne volonté et de courage politique, un esprit plus collectif et le tour est joué, pour une démocratie digne de ce nom...». Bref, que du bonheur avec Rachida Dati... L'article ne précise pas les moyens de garde dont dispose Mère Courage pour s'occuper, à égalité de droits avec le père, du bébé. On aurait pu comparer avec ceux d'une caissière de supermarché qui sort à 21 heures et travaille le dimanche.

«On a beau faire, on a beau dire, la maternité ministérielle a occulté le reste, que ce soit dans les médias ou les conversations.»

Dans ce même numéro de *Métro*, Sophie de Menthon, présidente du mouvement Ethic (5) et PDG de Multilignes Conseil, se veut le contrepied d'Isabelle Alonso: «En voulant absolument jouer la superwoman, Rachida Dati dessert la cause des femmes. Elle prend sur elle à un point que toutes les femmes qui ont eu des enfants savent que c'est surhumain.

J'ai, instinctivement, et pas du tout rationnellement, un mouvement de révolte.» Elle ajoute: «De plus, moi, en tant que chef d'entreprise, si je reprends une collaboratrice qui revient de congé maternité au bout de cinq jours, je vais directement en prison.» On sent toute la révolte de Mme de Menthon dans sa lutte pour le passage du congé maternité de 16 à 18 semaines et la consolidation ou la généralisation du congé paternité. Et de conclure, car c'est là le fond de sa pensée: «Je ne pense pas que les hommes aient envie de voir leur femme au travail, dans le froid, cinq jours après leur accouchement». Car selon Mme de Menthon, une femme est d'abord une mère... qui, en plus, ne peut exister qu'à travers le regard des hommes. Mère courage pour l'une, mère indigne pour l'autre, voilà bien un joli débat pour faire avancer la cause féministe dans la société libérale et patriarcale!

● **PHILIPPE STIERLIN**

(1) 64 000 détenus pour 51 000 places

(2) en augmentation de 18 % par rapport à 2007

(3) la prison de Mont-de-Marsan, dont la construction a été confiée à des opérateurs privés, venait d'être inaugurée.

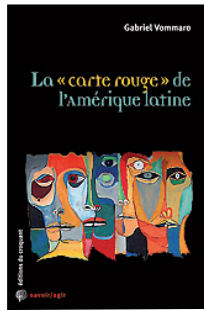
(4) condamné à trois ans de prison ferme pour trafic d'influence

(5) Entreprises de taille humaine indépendantes et de croissance

iTodos a la izquierda!

La «révolution bolivarienne», impulsée par Hugo Chavez, et plus largement la montée de la gauche en Amérique Latine depuis la fin des années 1990, a fait échos au sein des rangs de la «gauche de gauche» française et est souvent citée comme exemple de marche à suivre. L'ouvrage collectif *La «carte rouge» de l'Amérique Latine*, décortique cette mutation politique et nous offre alors des clés de lecture afin de mieux comprendre comment ce «tournant à gauche» s'est opéré. A partir d'un travail de terrain et d'analyse politique de la montée de la gauche dans différents pays, tels que la Bolivie, le Venezuela, l'Argentine, l'Equateur ou encore le Brésil, les auteurs rendent compte de la complexité et de la diversité du phénomène. L'ensemble des contributions nous montre alors que c'est davantage d'une pluralité des gauches dont il s'agit, plus que d'une véritable union, même s'il ne faut pas minimiser les tentatives d'unifications des gauches au pouvoir. Ce qui fait la réussite de cet ouvrage c'est la volonté de se détacher d'une image enchantée d'un tournant politique en Amérique Latine, à partir d'enquêtes menées, via des outils quantitatifs et qualitatifs, rendant compte des formes de militantisme, des rapports entre les mouvements sociaux et les partis, du rapport de l'Etat aux classes populaires, des logiques de recrutement partisan etc., bref, tout ce qui fait la mise en œuvre d'une force politique. Les auteurs nous invitent également à réfléchir à l'usage des notions, tels que «populiste», «clientélisme», trop souvent utilisés de façon caricaturale afin de définir la situation en Amérique Latine. C'est donc une analyse des mécanismes sociaux et politiques dans divers pays du continent sud-américain que nous propose cet ouvrage. Dans les différents cas analysés, il en ressort que le «*tournant à gauche*», est largement le produit de la mobilisation des acteurs les moins légitimes pour agir politiquement. Militants d'origine indienne, luttant pour l'amélioration des conditions d'existences des paysans et des ouvriers, sont au cœur du processus de construction des forces politique de gauche. Ces expériences latino-américaines nous montrent alors que c'est notamment par l'émergence de ces acteurs trop souvent exclus de la scène politique, mais aussi par la rencontre – non loin d'être évidente – entre la logique des mouvements sociaux et celle des appareils partisans que des forces de gauche sont arrivées au pouvoir. A bon entendeur... salut! ● **A.M.**

Gabriel Vommaro, *La «carte rouge» de l'Amérique Latine*, Editions du croquant, octobre 2008, 208 p., 18,50€
<http://atheles.org/editionsducroquant/savoiragir/lacarte-rougedelameriquelatine/>



Echo de Sarkoland. Lundi dernier la énième opération de communication de Sarko lors de ses vœux pour l'éducation a tourné au fiasco dans des proportions incroyables. Pour vous en convaincre je vous suggère d'aller par exemple 1. sur le webzine de réunification syndicale, courant de la FSU dont je suis un des animateurs et qui relate les événements avant, pendant et après (je suis sur place et je me suis réjoui que mon contact avec Laurent Mouloud de l'huma ait permis d'en parler dès le lundi et beaucoup le mardi (en «une», en édito et avec un article très correct) 2. sur le site de la FSU 50 (passez par google comme pour le précédent) où des vidéos vous montreront à quel point les violences policières illustrent le durcissement du régime, 3. un petit coup d'œil aux indiscretions du canard de mercredi, je n'en cite qu'une: furieux de l'attitude des enseignantes de l'école qui lui ont vraiment tenu tête lors de la rencontre dans l'école Calmette et Guérin (par exemple sur la scolarisation des 2 ans) Sarko a confié à un proche «*ce sont des hyènes!*», 4. toute la presse locale, très droitière comme par exemple l'hebdo départemental le plus vendu en France, la Manche libre (ultra réac) a souligné à l'instar de ce dernier «*que les syndicats et les manifestants lui avaient volé la vedette*». ● **JACQUES LEJAMTEL**

Gaza. L'annonce d'un cessez-le-feu ne change rien au problème de fond: l'impunité d'Israël qui lui permet de poursuivre ses violations du droit international depuis des décennies. Le siège continu, l'occupation et la colonisation se poursuivent. Après Gaza, chacun rentre chez soi et se donne rendez-vous au prochain massacre? Non, non, et non! Nous devons poursuivre notre mobilisation jusqu'à ce qu'Israël paye le prix de ses crimes. L'Union Européenne doit mettre fin à ses accords avec Israël, et la France suspendre sa collaboration militaire avec cet Etat. URGENCE GAZA vous invite à répondre nombreux à l'appel du Collectif National: Manifesta-

tion Nationale Samedi 14h/ Place Denfert-Rochereau- Métro Denfert Rochereau (ligne 4, 6 et REB B) En direction de l'Elysée!

«Nos enfants nous font peur quand on les croise dans la rue». Le Théâtre de Gennevilliers et le groupe Rictus vous invitent à participer à un parrainage républicain organisé en partenariat avec les collectifs de sans-papiers de Gennevilliers et d'Asnières. Soutenir un sans-papiers, c'est la manifestation d'un engagement politique et humain, l'affirmation d'un acte citoyen. En devenant marraine, parrain, vous apportez une assistance morale et une aide lors de certaines démarches administratives, vous vous tenez informé de l'évolution de la situation de votre filleul. Si vous souhaitez devenir parrain ou marraine et participer ainsi à cette initiative, répondez-nous par courriel nathalie.eybrard@tgcgd.com 20h30: Représentation de *Nos enfants nous font peur quand on les croise dans la rue*. Prix de la place à l'appréciation de chacun - tarif au choix 1€, 5€, 10€, 20€. Après le spectacle banquet musical ouvert à tous.

Affaire canine (suite). Cerises est revenu dans un précédent numéro sur le décès du chien présidentiel des Bush. Paix à son âme! Cette semaine Cerises vous donne des nouvelles de Sumo. Sumo va mal. Sumo est agité. Rien ne va plus. Mais qui est Sumo? C'est le petit bichon maltais des Chirac. Maman confie «si vous saviez, j'ai vécu hier une journée dramatique... Sumo a mordu mon mari, il l'a mordu violemment». Et malgré un traitement anti-dépresseur, le petit toutou à sa mère n'est toujours pas calmé. Encore un coup de Sarko!

Cerises est édité
 par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
 Noyau: Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
 Queues de Cerises: Michèle Kintz,
 Philippe Stierlin, Roger Martelli,
 Catherine Tricot, Arnaud Viviant
 Avec la collaboration d'Amandine
 Mathivet